

Burkina Faso



MINISTRE DE LA SANTE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES ETUDES ET DES STATISTIQUES SECTORIELLES

DIRECTION DES STATISTIQUES SECTORIELLES

SYNTHESE DES RESULTATS DE L'ENQUETE SARA+QOC 2018



PRESENTATION DE L'ENQUETE SARA+QOC 2018

Le ministère de la santé, à travers la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) a mené la 4^e édition de l'enquête sur la disponibilité et la capacité opérationnelle des services de santé (SARA) en 2018. Il s'est agi d'une étude transversale à visée descriptive ayant intégré l'évaluation de la qualité des soins (QoC).

L'objectif général de l'enquête est d'évaluer la qualité des prestations de soins et de faire l'état complet de la disponibilité et de la capacité opérationnelle des services de santé à offrir des soins de qualité.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- évaluer la disponibilité des services de santé dans les établissements à tous les échelons de soins ;
- mesurer la disponibilité en équipements de base ;
- évaluer la disponibilité en médicaments et autres produits de santé ;
- évaluer la disponibilité des directives de traitement et des moyens de diagnostic ;
- estimer la capacité opérationnelle des formations sanitaires dans l'offre de services spécifiques de santé tels que : la santé infantile, la santé de la reproduction, la lutte contre le paludisme, la tuberculose, le VIH/Sida et la réadaptation ;
- évaluer la qualité des soins en matière de prise en charge du paludisme, de la tuberculose et de l'infection à VIH/Sida.

MÉTHODOLOGIE

L'évaluation de la disponibilité et de la capacité opérationnelle a porté sur un échantillon probabiliste de formations sanitaires de 1^{er} échelon, tiré par sondage stratifié à deux degrés. Toutes les formations sanitaires de type CHU, CHR, CMA, polycliniques, et cliniques ont été incluses dans l'échantillon. Au total, 794 formations sanitaires publiques et privées ont été enquêtées. L'évaluation de la qualité des soins a porté sur 10 858 dossiers de patients sélectionnés par tirage aléatoire systématique.

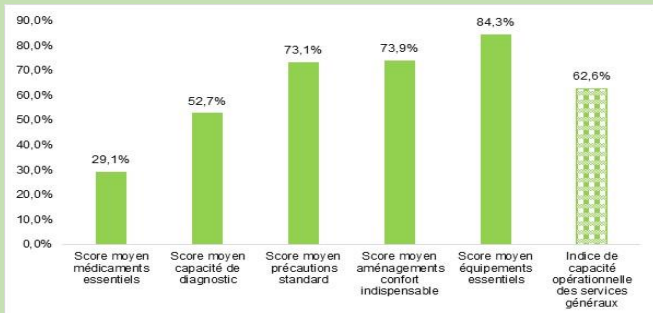
La collecte des données a été faite par interviews directs des responsables d'établissements sanitaires ou toute autre personne habilitée, par observations et par revues documentaires. Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire, saisies et traitées avec le logiciel CSPRO et analysées à l'aide du logiciel SPSS v25.

RÉSULTATS

CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE GÉNÉRALE DES SERVICES

Elle fait référence à la capacité des établissements de santé à fournir des services de base. Elle s'apprécie à travers la disponibilité et le fonctionnement des éléments requis pour la prestation des services de santé dans les 5 domaines suivants : aménagements et éléments de confort indispensables, équipements essentiels, précautions standard pour la prévention des infections, capacité de diagnostic et médicaments essentiels. Cette capacité opérationnelle générale des services est de 63% en 2018 contre 64% en 2016. Les équipements essentiels et les éléments d'aménagements et de confort indispensables ont les scores les plus élevés avec respectivement de 84% et 74%.

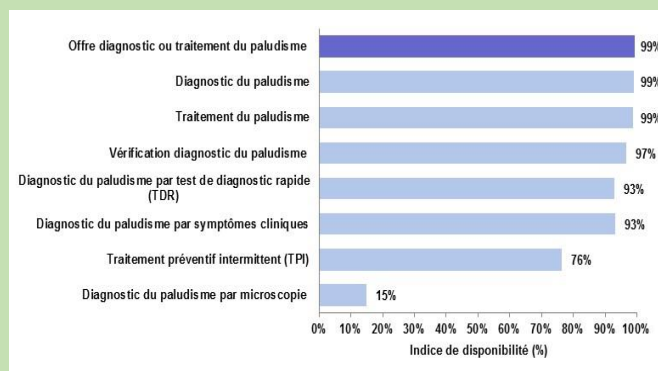
POURCENTAGE DE CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE GÉNÉRALE



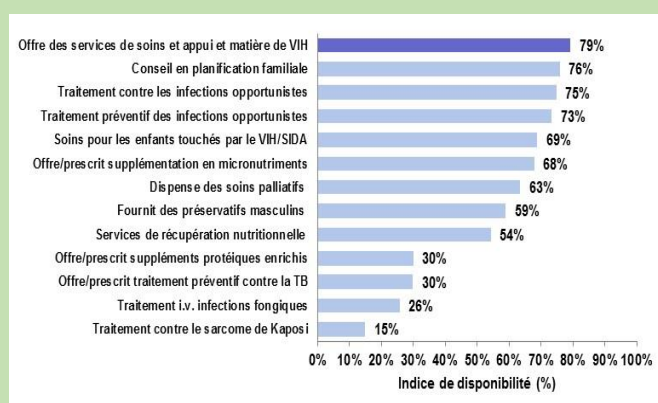
CAPACITÉ OPÉRATIONNELLE DES SERVICES SPÉCIFIQUES

Elle fait référence à la capacité des formations sanitaires offrant un service donné, à le dispenser selon des normes définies.

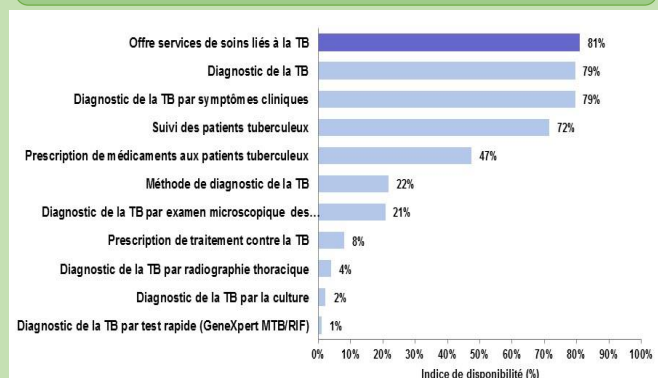
Pourcentages des établissements offrant des services pour la lutte contre le paludisme (N= 794).



Pourcentages des établissements offrant des services de soins et d'appui en matière de VIH/Sida (N = 794)



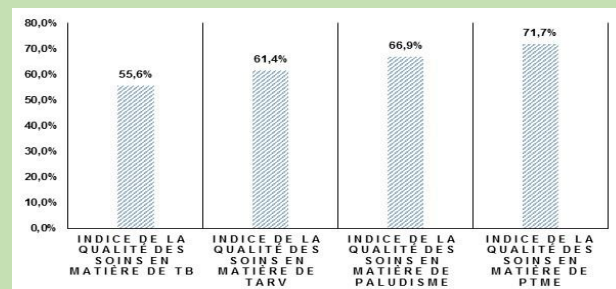
Pourcentage des établissements offrant des services pour la lutte contre la tuberculose (N= 794)



EVALUATION DE LA QUALITE DES SOINS

L'indice de qualité des soins le plus élevé est observé au niveau de la PTME (71%) et le plus faible dans la prise en charge de la tuberculose (56%).

Indice de la qualité des soins par programme



SYNTHESE DES RÉSULTATS

L'enquête SARA révèle que la densité moyenne d'établissements de soins est de 1,39 établissement pour 10 000 habitants en 2018 contre 1,33 en 2016. En moyenne, une formation sanitaire compte 5 lits en 2018 contre 11 lits en 2016 pour l'accueil de 10 000 habitants. La capacité d'accueil reste en deçà de la norme OMS qui est de 25 lits pour 10 000 habitants. La densité moyenne de lits de maternité est de 10 lits pour 1 000 femmes enceintes contre 9 en 2016. La densité des principaux professionnels de santé est de 10 agents pour 10 000 habitants contre 7 agents pour 10 000 habitants en 2016. L'indice de la disponibilité des infrastructures sanitaires est de 64,05%. L'indice de l'utilisation des services de santé est de 24,4% contre 19,5% en 2016 soit une hausse de 4,9 points. Cette hausse pourrait s'expliquer par la mise en œuvre de la gratuité des soins au profit des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans à partir de mars 2016. Trente-quatre pourcent (34%) des formations sanitaires possèdent tous les équipements essentiels pour le bon fonctionnement d'une formation sanitaire contre 42% en 2016. Les résultats de l'étude montrent également une disponibilité moyenne des éléments de diagnostic de 53% contre 47% en 2016. Le score moyen de disponibilité des médicaments essentiels est de 29% contre 33% en 2016 soit une baisse de 4 points. Cette baisse de la disponibilité des médicaments essentiels pourrait être la conséquence de la crise qu'a connue la CAMEG entre 2015 et 2016.

Quant à l'enquête QoC, elle a permis d'évaluer la qualité des soins en matière du paludisme, de la prévention de la transmission mère-enfant (PTME) du VIH, du traitement antirétroviral et de la tuberculose. En effet, l'indice de la qualité des soins en matière de paludisme est de 66,9% en 2018 contre 65% en 2016. L'indice de qualité de la PTME est de 71,7% contre 30,9% en 2016. L'indice global de la qualité des soins en matière de traitement antirétroviral est de 61,4% contre 48% en 2016. L'indice de qualité de la prise en charge de la tuberculose est de 55,6% contre 65,4% en 2016.

Au regard des résultats, des recommandations ont été formulées et leur mise en œuvre contribuera sans doute à relever niveau des indicateurs les prochaines années.